

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 14 (2024)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : croissance de 5,7% en glissement annuel au T1 2024
- ❖ Indonésie : inflation à son plus haut niveau en sept mois en mars
- ❖ Thaïlande : révision à la hausse du déficit budgétaire visé en 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

50,5%

Pourcentage de la population de l'ASEAN préférant la Chine aux États-Unis selon l'Institut ISEAS-Yusof Ishak

Région

Banque mondiale : prévision de croissance à 4,6% en 2024 pour l'Asie en développement

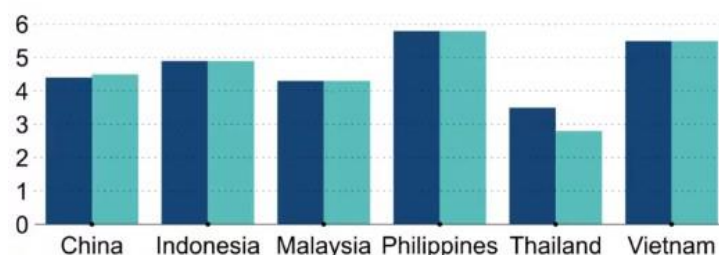
La Banque mondiale prévoit une croissance de 4,6% pour les pays asiatiques en développement cette année, tandis que l'économie chinoise devrait ralentir à 4,5%, après avoir progressé de 5,2% en 2023. Alors que les exportations régionales de marchandises ont commencé à se redresser au second semestre 2023, la région pourrait être exposée à des politiques de distorsion des échanges de la part des États-Unis, de la Chine, du Japon ou de la Corée du Sud selon la Banque mondiale. Ces politiques pourraient finir par favoriser les entreprises de ces pays, au détriment de leurs homologues asiatiques. Près de 3 000 de ces politiques sont entrées en vigueur en 2023, soit 3 fois plus qu'en 2019, selon l'institution.

GDP growth forecast for 2024

(In percent)

■ Oct. 2023 forecast

■ Apr. 2024 forecast



Source: World Bank

PMI : croissance du secteur manufacturier en mars

Selon S&P Global, la fin du premier trimestre 2024 a vu une accélération de la croissance dans le secteur manufacturier, avec un indice PMI grimpant à 51,5 en mars, contre 50,4 en février et 50,3 en janvier – un indice supérieur à 50 indiquant une expansion de l'activité. Cette hausse signale l'amélioration la plus notable des conditions d'exploitation depuis presque un an. En particulier, le dernier mois a connu la progression la plus rapide des nouvelles commandes depuis la mi-2023, tirée essentiellement par la demande locale. Par pays, l'embellie a été principalement portée par les secteurs manufacturier de Singapour (55,7) et d'Indonésie (54,2). Les Philippines (50,9) n'ont connu qu'une légère amélioration, tandis que le secteur manufacturier vietnamien est resté stable (49,9). À l'inverse, les secteurs manufacturiers de la Thaïlande (49,1), de la Malaisie (48,4) et de la Birmanie (48,3) ont subi une détérioration.

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

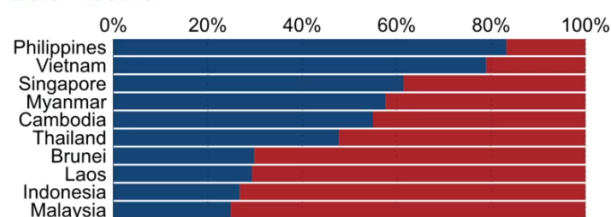
Influence chinoise croissante en Asie du Sud-Est

Selon une enquête de l'Institut ISEAS-Yusof Ishak, pour la première fois en 5 ans, la Chine est citée comme favorite par les États membres de l'ASEAN pour un partenariat stratégique, dépassant les États-Unis. Sur près de 2 000 répondants dans les 10 pays membres, sept pays ont affiché une préférence plus élevée pour la Chine par rapport à l'année précédente, tandis que trois ont montré une baisse. Cependant, l'étude souligne que ces résultats ne signifient pas un soutien unanime à la Chine, compte tenu de la complexité des relations au sein de la région face aux rivalités entre les deux superpuissances. Au sein de l'ASEAN, l'alignement possible sur la Chine était le plus évident parmi les répondants de Malaisie, avec 75,1%, suivis par l'Indonésie et le Laos, avec respectivement 73,2% et 70,6%. Une question distincte concernant la politique de Washington à l'égard de l'Asie du Sud-Est a également révélé que 38,2% des personnes interrogées estiment que le niveau d'engagement des États-Unis envers l'Asie du Sud-Est a diminué sous l'administration du président Joe Biden, alors que seulement 25,2% des personnes interrogées pensent qu'il a augmenté.

By nation: Malaysians, Indonesians opt for China

(In percent)

■ U.S. ■ China



Survey conducted between Jan. 3 and Feb. 23

Source: ISEAS-Yusof Ishak Institute

Indonésie

Inflation en hausse et recul de la production de riz

L'inflation s'élève à 3,1% en glissement annuel (g.a) en mars, accélérant par rapport à +2,8% enregistré en février. Elle reste cependant dans la fourchette cible de $2,5\% \pm 1\%$ fixée par la banque centrale. Sur une base mensuelle, l'inflation accélère à 0,5% en mars. L'inflation est tirée par la hausse des prix alimentaires (les produits dont les prix sont particulièrement volatils, tels le riz, les œufs, la viande de poulet, connaissent une inflation de 10,3% en g.a, contribuant pour 1,64 point à l'inflation totale), principalement due à la diminution de la production de riz en raison du phénomène El Niño. Ainsi, les prix du riz ont progressé de 20% en glissement annuel. Une modération de l'inflation est prévue en avril après la période du Ramadan et la célébration de l'Eid al-Fitr, ainsi qu'une neutralisation de l'effet El Niño au deuxième trimestre.

Réserves de change en légère baisse

Les réserves de change de l'Indonésie s'établissent à 140,4 Mds USD à la fin du mois de mars, en légère baisse par rapport aux 144,0 Mds USD fin février 2024. Cette diminution est attribuée, entre autres, aux paiements de la dette extérieure du gouvernement, à l'anticipation des besoins en liquidités des entreprises et aux opérations menées par Bank Indonesia pour stabiliser la roupie. La position des réserves de change équivaut à 6,4 mois d'importations, demeurant largement au-dessus de la norme internationale d'adéquation d'environ trois mois d'importations.

Clôture du programme de restructuration des crédits

Le programme de restauration des crédits déployé par l'Autorité des services financiers (OJK) en 2020 a pris fin au 31/3/24. Ce programme a été particulièrement utilisé par les « micro, petites et moyennes entreprises » (MPME, couvrant, à son pic, 52,9 Mds USD provenant de 8 millions de clients. En février 2024, 977 000 débiteurs, représentant un encours total équivalent à 15,25 Mds USD, étaient encore concernés par ces restructurations. Pour OJK, le secteur bancaire indonésien est sain et résilient et le régulateur n'anticipe pas de hausse significative des prêts non performants (NPL) ou des prêts à risque (LAR) après la fin de ce programme. En février, le ratio de NPL pour l'ensemble du secteur bancaire du pays était de 2,35%, en baisse par rapport aux 2,58% enregistrés au même mois en 2023 et bien en dessous du seuil maximal de 5% acceptable pour l'OJK.

Malaisie

Publication d'une feuille de route pour développer le capital-risque en Malaisie

Le ministre des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MOSTI) a présenté le 1^{er} avril une feuille de route pour le développement du capital-risque en Malaisie pour la période 2024-2030. Le marché local reste peu développé dans ce domaine, avec un montant total d'investissement de 758 M USD en 2022 (contre 9,5 Mds USD à Singapour et 4 Mds USD en Indonésie en 2022), même si

on observe une hausse de 77% par rapport à 2018. L'objectif est d'accroître le montant des investissements pour atteindre un niveau situé entre 0,25% et 0,35% du PIB en 2030 (contre 0,19% en 2022). Les trois axes de la stratégie visent à améliorer la réglementation pour attirer les investisseurs étrangers, à faciliter l'accès des start-ups aux financements et à répondre au manque de talents par des actions de formation. Le plan prévoit ainsi une simplification des procédures d'autorisation des transferts de flux de capitaux transfrontaliers par la Banque nationale malaisienne (BNM) ainsi que la constitution d'un fonds de fonds national avec les contributions du fonds souverain Khazanah et des sociétés publiques d'investissement en capital-risque MAVCAP et Penjana Kapita. Il est également proposé d'assouplir les critères d'éligibilité pour l'obtention de visas afin de faciliter la venue d'investisseurs et de talents étrangers. La mise en œuvre de cette feuille de route sera supervisée par un Conseil du capital-risque, présidé par le ministre des finances, qui associera des représentants du MOSTI, les autorités de supervision financière (BNM et autorité des marchés financiers), les agences publiques concernées et les associations professionnelles du secteur.

Reconfiguration du projet de métro de Penang

Le projet de construction d'une ligne de métro sur l'île de Penang et d'une liaison vers la gare de Butterworth située sur la partie continentale vient de passer sous le contrôle du gouvernement fédéral. Confié par le gouvernement de Penang en 2015 à un consortium mené par le conglomérat malaisien Gamuda, ce projet devait être en partie financé par la poldérisation puis le développement commercial de trois îlots totalisant une surface de 1 800 hectares. Or, la pression des ONG et des pêcheurs de l'île a retardé le lancement des travaux et obligé les autorités locales à revoir leurs ambitions mettant en risque l'équilibre financier du projet. C'est dans ce contexte que le gouvernement fédéral a décidé de transférer la maîtrise d'ouvrage à la société publique Mass Rapid Transit (MRT) après avoir redéfini le tracé et le schéma contractuel. Ainsi, seul un îlot de 930 hectares fera l'objet d'un développement commercial et le contrat initial sera scindé en trois lots. Gamuda conservera la partie génie civil et construction mais le matériel roulant et les systèmes ainsi que la fourniture et la pose des voies feront l'objet d'appels d'offres. Le gouvernement fédéral prendra en charge une partie du financement du projet dont le coût est estimé à 2,1 Mds USD. Cette annonce ne pourra que relancer les questionnements quant à l'absence de garantie de l'Etat dans le projet de ligne à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour.

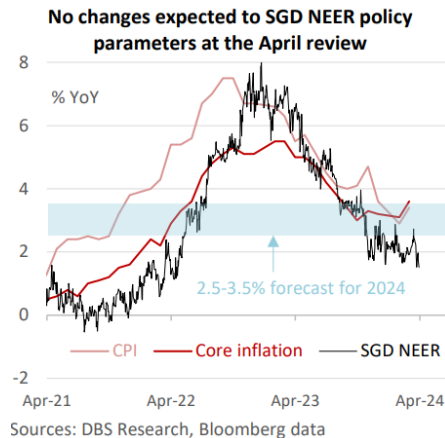
Mise à jour de la réglementation relative à l'exportation d'électricité

Le régulateur du secteur électrique pour la partie péninsulaire du pays (Energy Commission) a mis à jour sa réglementation sur les transactions transfrontalières d'électricité en y ajoutant un chapitre dédié à l'exportation d'électricité verte. À cet effet, une plateforme d'échanges sera mise en ligne et administrée par un acheteur unique. Ce dernier aura également en charge l'émission et la gestion des certificats verts relatifs à ces opérations. Les exportations vers Singapour d'électricité verte générée en Malaisie seront limitées dans un premier temps à 300 MW laissant une capacité d'interconnexion disponible de 700 MW pour la fourniture à la cité-Etat d'électricité d'origine fossile mais aussi pour permettre le transit d'électricité verte en provenance d'autres pays de la région.

Singapour

DBS : vers un maintien de la politique monétaire

Selon une récente note de la banque singapourienne DBS, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) devrait maintenir inchangée sa politique monétaire lors de sa prochaine réunion d'avril. Cela implique un maintien des trois paramètres de la bande du taux de change effectif nominal (S\$NEER), dans laquelle évolue le dollar singapourien. En matière d'inflation, DBS anticipe une baisse de l'inflation globale en 2024 à +2,8%, contre +4,8% en 2023, malgré l'impact de l'augmentation de la taxe sur les biens et services (GST) au 1er janvier et dans un contexte de baisse des prix dans le secteur des transports privés. La croissance devrait reprendre en 2024, s'établissant à +2,2% (contre +1,1% en 2023), principalement portée par une reprise progressive des exportations.



Pertinence de Singapour malgré les réformes fiscales

Png Cheong Boon, président de l'Agence de développement économique (EDB), affirme que les incitations fiscales existantes de Singapour resteront pertinentes même après l'entrée en vigueur des réformes fiscales au niveau mondial, lesquelles n'affectent pas la majorité des entreprises multinationales (MNE). Les inquiétudes des analystes concernant l'invalidité des incitations actuelles lors de la mise en œuvre du deuxième pilier du cadre BEPS 2.0 en 2025 sont atténuées par le fait qu'il y a peu d'entreprises de cette taille. Ce pilier impose un taux d'imposition effectif minimum de 15% aux grandes MNE avec un chiffre d'affaires de groupe annuel d'au moins 750 M EUR (1,1 Md SGD).

Lancement de la plateforme COSMIC

La MAS a lancé cette semaine COSMIC, la première plateforme numérique centralisée permettant le partage d'informations des clients entre les institutions financières (IF) pour lutter contre le blanchiment d'argent (ML), le financement du terrorisme et le financement de la prolifération à l'échelle mondiale. La loi de 2023 sur les services financiers et les marchés, accompagnée de législations subsidiaires, qui établissent la base légale et les garanties pour ce partage, est également entrée en vigueur cette semaine. COSMIC a été co-développé par la MAS et six grandes banques commerciales de Singapour, qui seront les IF participantes pendant sa phase initiale. Le partage d'informations se fait actuellement sur une base volontaire et se concentre sur trois risques clés de criminalité financière dans la banque commerciale.

Proposition de loi pour renforcer le contrôle des opérateurs de transports essentiels

Le Ministère des Transports de Singapour propose une nouvelle loi visant à renforcer le contrôle des opérateurs de transport aérien, maritime et terrestre jugés « essentiels ». Les entités désignées pourraient être soumises à davantage de contrôles sur la propriété, les opérations et les nominations de gestion. Ces contrôles visent à garantir la résilience des « entreprises clés » dans ces secteurs et à protéger la fourniture de services de transport essentiels. La proposition de loi vise à compléter la Loi sur l'examen des investissements significatifs (« Significant Investments Review Bill ») adoptée en janvier, qui contrôle les investissements importants dans les entités jugées critiques pour la sécurité nationale.

Vietnam

Publication des résultats économiques du T1 2024.

Le PIB du Vietnam a augmenté de 5,7% en glissement annuel (g.a) au cours du premier trimestre, dépassant l'objectif fixé (5,2-5,6%). L'indice de la production industrielle (IPI) a enregistré une hausse de 5,7% et les ventes au détail de marchandises et de services ont augmenté de 8,2%. Les échanges extérieurs confirment leur rebond avec une hausse des exportations de 17% pour atteindre 93,1 Mds USD et des importations de 13,9% et 85 Mds USD sur la période. L'inflation à 3,8% en g.a. reste inférieure au seuil de 4% fixé par le Gouvernement. Le total des licences d'IDE entrant au Vietnam délivrées a atteint 6,2 Mds USD depuis le début de l'année, en croissance de 13,4% en g.a., tandis que les IDE décaissés ont atteint 4,6 Mds USD, chiffre en augmentation de 7,1% en g.a.

Léger redressement du taux de crédit en mars 2024

Le crédit bancaire au Vietnam a augmenté de 0,3% au 25 mars par rapport à fin 2023 après avoir enregistré une baisse en janvier (-0,6%) et février (-0,7%). Ce chiffre est largement inférieur à l'objectif officiel de croissance du crédit de 15% alloué cette année aux banques commerciales par la banque centrale (SBV) et s'explique notamment par les difficultés traversées par le secteur immobilier. Dans le même temps, les banques sont tenues d'accroître leurs provisions pour créances douteuses (expiration possible de la circulaire 02/2023 de la SBV sur les créances douteuses le 30 juin 2024), ce qui les conduit à être plus attentives aux risques présentés par leurs clients.

Publication du plan de mise en œuvre du PDP8

Le vice-Premier Ministre Tran Hong Ha a signé la décision approuvant le plan de mise en œuvre du PDP8 (Power Development Plan VIII). Publié en mai 2023 (avec près de trois années de retard), ce document dessine les contours du bouquet énergétique vietnamien à horizon 2030 et 2050. Attendu depuis lors, le plan de mise en œuvre doit permettre aux différents projets listés d'initier les démarches en vue d'obtenir les approbations nécessaires à leur réalisation, alors que le Vietnam est depuis l'été 2023 en proie à des pénuries d'électricité récurrentes. Il détaille, région par région, les capacités de production d'énergies renouvelables devant être installées d'ici 2030, en fixant à l'ensemble les cibles suivantes : 29 346 d'hydro-électricité (« small hydro ») ; 21 880 MW d'éolien terrestre et côtier et 6 000 MW d'éolien en mer ; 2 600 MW de solaire sur toiture et 1 878 MW de biomasse. 5 000 MW d'électricité (un

volume susceptible d'être augmenté à 8 000 MW) pourraient être importés du Laos et entre 5 000 et 10 000 MW exportés depuis le centre et le sud du pays (moins en proie aux pénuries). Le document précise aussi qu'un régime de DPPA (Direct Power Purchase agreement) permettant aux consommateurs finaux de négocier en direct avec le producteur d'énergie devra être mis en place d'ici 2030. Enfin, deux écosystèmes dédiés à la R&D, à l'industrie et aux services dans les énergies renouvelables doivent voir le jour : l'un au nord (Haiphong, Quang Ninh et Thai Binh) ; un second au sud (Ninh Thuan, Binh Thuan, Ba Ria-Vung Tau, HCMV). Le document estime à plus de 134 Mds USD le montant des investissements privés devant être réalisés dans les capacités et à 14,9 Mds USD le montant des investissements dans le réseau de transmission. Parallèlement, une décision du Vice Premier ministre Le Minh Khai a acté le principe d'une révision des prix au détail de l'électricité sur une base trimestrielle (plutôt que semestrielle). Alors qu'EVN, l'électricien national, connaît d'importantes difficultés financières, une hausse de plus de 3% du prix des intrants suffira à justifier une hausse des prix.

Thaïlande

Banque mondiale : croissance 2024 revue à la baisse

La Banque mondiale a annoncé avoir revu à la baisse sa prévision du taux de croissance du PIB thaïlandais pour 2024, à 2,8%. Auparavant fixé à 3,2%, la Banque mondiale explique cette diminution par deux principaux facteurs. Au niveau externe, une décélération mondiale des échanges commerciaux risque d'impacter les exportations de la Thaïlande. Au niveau interne, le retard de la validation du budget 2024 risque d'affecter les dépenses de l'Etat. Cependant, la Banque a également annoncé que le projet du portefeuille numérique, s'il était mis en place, pourrait rapporter jusqu'à un point de pourcentage de croissance en plus. La nouvelle prévision de croissance de la Banque mondiale se rapproche ainsi de celle publiée par le NESDC le 19 février, entre 2,2 et 3,2% pour 2024, et par la banque centrale le 7 février, entre 2,5 et 3%. Enfin, le diagnostic pays de la Banque mondiale a identifié des secteurs dans lesquels le pays pourrait investir pour accélérer sa croissance : le capital humain, la compétitivité, l'innovation, la stimulation de la croissance dans les villes secondaires, le développement d'une économie résiliente face au risque climatique, ainsi que le renforcement du secteur financier.

Hausse du plafond de déficit budgétaire pour 2025

Après le vote fin mars du budget 2024, retardé du fait du temps nécessaire pour la formation d'un nouveau gouvernement en 2023, le gouvernement a approuvé une augmentation du plafond de dépenses pour le projet de budget 2025, de 3 600 Mds THB (98 Mds USD) prévus initialement, à 3 752 Mds THB (102 Mds USD), afin de stimuler l'économie. Le déficit budgétaire atteindrait ainsi 865,7 Mds THB (31,8 Mds USD), soit 152,7 Mds THB (5,6 Mds USD) de plus que l'objectif précédemment établi. Cette augmentation serait majoritairement due à l'allocation de ressources budgétaires pour financer le portefeuille numérique, mesure de distribution de 10 000 THB (273 USD) pour environ 50 Mi de Thaïlandais, dont la mise en place a été retardée à octobre au plus tôt, donc à l'année budgétaire 2025 (l'année budgétaire s'étend d'octobre à septembre). Après une croissance décevante de moins de 2% en 2023, cette mesure controversée reste présentée par le gouvernement comme une mesure phare pour redynamiser la croissance à court terme.

Maintien du plafonnement du prix du diesel et interrogations sur la soutenabilité de son financement

Le Oil Fuel Fund Office (OFFO) a annoncé le 3 avril la poursuite du plafonnement du prix du diesel à 30 THB, mis en place par le gouvernement en septembre 2023 et qui arrivait à expiration le 31 mars. Depuis sa mise en place en septembre, cette mesure financée majoritairement par une subvention du prix à la pompe par le Oil Fund, et en moindre proportion par une réduction des accises sur le diesel, aurait coûté près de 100 Mds THB (2,5 Mds EUR) au Oil fund. Avant la décision du 3 avril, le Oil Fuel Fund Office (Offo) avait alerté sur le risque que constituaient ces subventions pour sa liquidité. Une réflexion est engagée au niveau administratif pour proposer des évolutions du mode de financement des subventions et réduire la part financée par le Oil Fund, en mobilisant des ressources du budget général et une réduction supplémentaire des accises. La reconduction de la baisse des accises sur le diesel doit être décidée le 19 avril. La dette publique thaïlandaise a atteint 61,3% du PIB en 2023 et est attendue en hausse en 2024.

Philippines

Banque mondiale : croissance prévue en 2024 inchangée, revue à la hausse de celle en 2025 à +5,9%

La Banque Mondiale a maintenu sa prévision de croissance pour les Philippines pour l'année 2024 à +5,8% et a révisé celle pour 2025 de 0,1 point à +5,9%, positionnant l'archipel dans le trio de tête des meilleures performances de croissance, derrière le Cambodge (+6,1%) et le Vietnam (+6,0%). Les performances anticipées restent inférieures aux cibles du gouvernement établies dans le MTFF et récemment corrigées à la baisse pour se positionner autour de 6,0-7,0% pour 2024 et 6,5-7,5% pour 2025. La croissance devrait être portée par la consommation privée et une hausse des flux d'investissements directs étrangers permise par les réformes menées par l'administration Marcos pour ouvrir certains secteurs.

Entrée inédite d'un philippin dans le classement Forbes des 200 milliardaires du monde

Manuel « Manny » B. Villar, homme d'affaires et ancien homme politique, est l'homme le plus riche des Philippines pour la 6^{ème} année consécutive, et fait son entrée cette année au sein du classement Forbes 200. Sa fortune a augmenté de +2,4 Mds USD, lui permettant de gagner 42 places par rapport à l'année dernière. Il s'agit du seul philippin à faire partie du top 200, suivi par le magnat de l'industrie portuaire Enrique K. Razon Jr avec une fortune de 10 Mds USD (224^{ème} du classement) et Ramon S. Ang avec une fortune de 3,5 Mds USD (920^{ème} du classement). Si les membres de la fratrie Sy (Conglomérat SM) ne font pas partie du top à titre individuel, leurs fortunes cumulées s'élèvent à 14,4 Mds USD, en faisant la famille la plus riche de l'archipel. Les 15 milliardaires philippins inscrits au classement Forbes ont une fortune cumulée de 49,2 Mds USD, soit 12,1% du PIB. L'indice de Gini des Philippines était le plus élevé des principales économies de l'ASEAN en 2022 à 41,58. Le top 1% de la distribution des revenus contribue à 17% de la richesse nationale, alors que les 50% de la tranche inférieure de la distribution contribuent à 14% de la richesse nationale, faisant des Philippines l'une des économies avec le ratio d'inégalités de revenus le plus élevé d'Asie du Sud-Est.

Cambodge

Croissance continue des paiements électroniques

Selon la Banque nationale du Cambodge (BNC), les paiements électroniques ont atteint 492 Mds USD en 2023, en hausse de 23% sur un an. Cela représente 16 fois le PIB du pays. Cette croissance reflète le développement du système de paiement du Royaume. De fait, son système Bakong, véritable chambre de compensation électronique quotidienne entre systèmes de paiement par QR code, y a fortement contribué. Pour mémoire, Bakong a été lancé officiellement en octobre 2020 par la BNC. Cette infrastructure de paiement mobile basée sur une technologie blockchain vise à faciliter les virements et paiements, y compris transfrontaliers (Vietnam, Thaïlande et Laos à ce jour). Bakong enregistre 27,6 M de comptes, disponibles pour le paiement numérique avec plus de 2,9 M de magasins et de services dans tout le pays à la fin de 2023. Le Cambodge a ainsi fait un saut technologique alors que son système de cartes de paiement était en retard. Les paiements mobiles continuent de se développer, plébiscités par une population jeune et connectée : le pays compte 19 millions de smartphones pour 17 millions d'habitants. Et les commerçants intègrent pleinement les paiements mobiles à leurs stratégies commerciales.

Canal de liaison entre le réseau fluvial et la mer

Le Cambodge prévoit de commencer cette année les travaux de construction d'un canal de liaison reliant son réseau fluvial à la mer. Baptisé « Funan Techo Canal » – Founan, du nom chinois donné au royaume ayant précédé l'empire Khmer –, ce projet a été approuvé le 19 mai 2023. Le canal de 180 km devrait avoir une largeur de 100 m en amont et 80 m en aval, avec une profondeur de 5,4 m. Il traverserait 4 provinces (Kandal, Takeo, Kampot et Kep). La construction devrait durer quatre ans et coûter environ 1,7 Md USD. Le Cambodge et la China Bridge and Road Corporation (CRBC) ont signé le 17 octobre 2023 un accord-cadre sur le projet. Le canal sera développé via une concession. Il devrait permettre un transport de passagers et de marchandises plus fluide, plus rapide et moins coûteux (d'autant qu'il existe 6 ports fluviaux principaux au Cambodge). Il donnerait surtout un accès direct aux ports en eau profonde de Sihanoukville, sans avoir à dépendre du Vietnam. De fait, les autorités douanières vietnamiennes sont très souvent tatillonnes pour des marchandises transitant à destination du Cambodge. Dans le même temps, il renforcera l'influence chinoise sur le royaume. Pour mémoire, c'est CRBC qui a construit la première autoroute du Royaume (Phnom Penh-Sihanoukville, dans le cadre d'une concession).

Laos

Un train chinois pour relier Laos et Cambodge ?

À l'occasion de la visite du Premier ministre cambodgien au Laos (28-29 mars), la société Laos-China Railway Co., Ltd. a posé la question à HUN Manet. C'est précisément la société qui a construit et exploite le train rapide chinois, reliant Boten à Vientiane. Ce projet, controversé pour son coût – 5,9 Mds USD – et le surinvestissement qu'il représente, fait partie des projets BRI poussés par la Chine. Dans ce cadre la Chine souhaite également poursuivre cette liaison rapide vers l'ouest, jusqu'à Bangkok ; vers le sud, jusqu'à Phnom Penh. Si la

prolongation vers Bangkok est bien en cours, sur financement thaïlandais, rien n'est à ce stade prévu vers le Cambodge. Sans la priorité cambodgienne est-elle plutôt une liaison entre Phnom Penh et Battambang, voire entre Phnom Penh et Ho Chi Minh-Ville. Mais, dans les deux cas, la Chine a fait « reconnaître » ces tracés comme partie de la BRI, fût-ce sous le nom de Pan-Asia Railway Network, projet bien plus ancien.

L'inflation se maintient

Après avoir progressé de 25,3% en février, l'inflation s'est modérée à +24,9% en mars en glissement annuel (g.a). Par catégorie, celle « habillement et chaussures » progresse le plus, de 36% en g.a, puis viennent l'hôtellerie-restauration (+35,9%) et le secteur de la santé (+34,6%). Cette inflation est largement importée, compte tenu de la dépendance du pays aux importations et de la faiblesse du kip. Même si la dépréciation du kip face aux dollar, baht, dong ou yuan tend à ralentir depuis le dernier trimestre 2023, elle se poursuit lentement. En un an, la baisse du kip a été de 44 à 36% face aux monnaies des partenaires commerciaux, mais seulement de 1 à 1,5% au cours du dernier mois. En attendant de traiter la première cause de la faiblesse du kip, le niveau d'endettement et le secret qui l'entoure, la cible d'inflation pour 2024 reste fixée à 9% pour l'ensemble de l'année. L'objectif sera sans doute difficile à tenir.

Birmanie

Adoption par le gouvernement d'une loi de planification

Pour la nouvelle année fiscale 2024-25, le gouvernement militaire a adopté la loi de planification nationale (« National Planning Law ») qui fixe les objectifs de croissance pour les 12 mois à venir. D'après les prévisions des autorités, le PIB devrait progresser de 3,8%, soutenu notamment par le développement des industries forestières (9,9%) et extractives (9,8%), du secteur des communications (7,3%), des transports (6,6%) et de l'électricité (6,3%) tandis que la croissance du secteur de l'énergie est attendue en baisse de 6,5%. La loi prévoit par ailleurs un léger excédent commercial de 400 M USD, avec des exportations attendues à 16,7 Mds USD et des importations à 16,3 Mds USD. L'investissement public devrait, quant à lui, atteindre 3,6 Mds USD.

PMI : toujours inférieur à 50 malgré une légère hausse

En mars 2024, l'indice PMI de S&P Global atteint 48,3 après 46,7 le mois dernier. Toujours inférieur à 50, il s'agit du sixième mois consécutif de contraction de l'activité manufacturière, baisse qui s'affiche toutefois comme la plus faible observée depuis octobre dernier. La production a continué de diminuer dans un contexte de pannes d'électricité accrues et de pénurie de matériaux qui a notamment affecté les chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la baisse de l'emploi s'est accélérée et les arriérés de salaire accumulés ont augmenté. Les prix des intrants et des extrants ont poursuivi leur augmentation sous l'effet de la hausse des coûts du transport et des matériaux ainsi que de la dépréciation de la monnaie locale. Enfin, le climat des affaires s'est détérioré pour chuter à son niveau le plus bas depuis le début de l'enquête en décembre 2015, en raison de l'aggravation du conflit, des coupures d'électricité et des pénuries de matériel et de main-d'œuvre qui entravent la production.

Conjoncture avril 2024

PRÉVISIONS FMI (octobre 2023/janvier 2024)

CROISSANCE	2022	2023e	2024e	PIB 2023
ASEAN-5*	5,5%	4,2%	4,7%	3 294
Indonésie*	5,3%	5,0%	5,0%	1 417
Thaïlande*	2,6%	2,5%	4,4%	512
Singapour	3,6%	1,0%	2,1%	497
Philippines*	7,6%	5,3%	6,0%	436
Vietnam	8,0%	4,7%	5,8%	433
Malaisie*	8,7%	4,0%	4,3%	431
Birmanie	2,0%	2,6%	2,6%	75
Cambodge	5,2%	5,6%	6,1%	31
Laos	2,3%	4,0%	4,0%	14

* janv. 24

PMI MANUFACTURIER	mars-24	févr-24	janv-24	déc-23	nov-23	oct-23	sept-23
ASEAN	51,5	50,4	50,3	49,7	50,0	49,6	49,6
Birmanie	48,3	46,7	44,3	42,9	48,1	49,0	50,1
Indonésie	54,2	52,7	52,9	52,2	51,7	51,5	52,3
Malaisie	48,4	49,5	49,0	47,9	47,9	46,8	46,8
Philippines	50,9	51,0	50,9	51,5	52,7	52,4	50,6
Singapour (Global)	55,7	56,8	54,7	55,7	55,8	53,7	54,2
Thaïlande	49,1	45,3	46,7	45,1	47,6	47,5	47,8
Vietnam	49,9	50,4	50,3	48,9	47,3	49,6	49,7

PIB TRIM. (g.a)	T4-23	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22
Indonésie		▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,2%	▲ 5,0%	▲ 5,0%	▲ 5,7%
Malaisie		▲ 3,0%	▲ 3,3%	▲ 2,9%	▲ 5,6%	▲ 7,1%	▲ 14,1%
Philippines		▲ 5,5%	▲ 6,0%	▲ 4,3%	▲ 6,4%	▲ 7,1%	▲ 7,7%
Singapour		▲ 2,2%	▬ 1,0%	▬ 0,5%	▬ 0,5%	▲ 2,4%	▲ 4,2%
Thaïlande		▬ 1,7%	▬ 1,4%	▬ 1,8%	▲ 2,6%	▬ 1,3%	▲ 4,4%
Vietnam	▲ 5,7%	▲ 6,7%	▲ 5,5%	▲ 4,3%	▲ 3,4%	▲ 6,0%	▲ 13,7%

CONSOMMATION (g.a)	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22
Indonésie	4,5%	4,0%	5,9%	4,5%	3,0%	4,4%	4,3%
Malaisie	4,9%	4,8%	4,2%	4,5%	6,3%	13,3%	15,2%
Philippines	5,3%	5,1%	5,5%	6,4%	7,0%	8,0%	8,5%
Singapour	3,0%	2,0%	4,0%	6,3%	9,2%	10,4%	10,6%
Thaïlande	7,4%	7,9%	7,3%	5,9%	6,4%	9,1%	6,7%
Vietnam	3,5%	3,0%	2,7%	3,0%	7,2%	7,3%	6,1%

IPC / INFLATION (g.a)	mars-24	févr-24	janv-24	déc-23	nov-23	oct-23	sept-23
Indonésie	3,0%	2,8%	2,6%	2,8%	3,0%	2,6%	2,3%
Laos	25,0%	25,4%	24,4%	24,4%	25,2%	25,8%	25,7%
Malaisie		1,8%	1,5%	1,5%	1,5%	1,8%	1,9%
Philippines		3,4%	2,8%	3,9%	4,1%	4,9%	6,1%
Singapour		3,4%	2,9%	3,7%	3,6%	4,7%	4,1%
Thaïlande		-0,8%	-1,1%	-0,8%	-0,4%	-0,3%	0,3%
Vietnam	4,0%	4,0%	3,4%	3,6%	3,4%	3,6%	3,7%

EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)	mars-24	févr-24	janv-24	déc-23	2023	2022	2021
Indonésie		-9,4%	-8,2%	-5,8%	258,8	291,9	231,6
Malaisie		-9,2%	0,2%	-14,8%	312,8	352,1	299,4
Philippines			9,1%	-0,5%	73,5	79,6	74,7
Singapour		0,8%	15,6%	-3,2%	475,5	515,0	457,1
Thaïlande		3,6%	10,0%	4,7%	284,6	287,4	272,0
Vietnam	14,2%	-5,5%	46,0%	8,1%	354,7	371,7	336,2

CPTE COURANT (% du PIB)	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22
Cambodge		4,5%	5,2%	-1,8%	-12,7%	-27,6%	-36,4%
Indonésie	-0,4%	-0,3%	-0,6%	0,9%	1,1%	1,4%	1,3%
Malaisie	0,1%	2,0%	2,1%	1,0%	5,9%	4,2%	0,6%
Philippines	-0,4%	-2,2%	-3,8%	-4,3%	0,0%	-6,7%	-7,7%
Singapour	19,5%	20,2%	19,6%	19,8%	14,6%	18,9%	19,5%
Thaïlande	1,5%	2,1%	-0,8%	2,7%	0,6%	-6,1%	-5,8%

CPTE FINANCIER (Mds USD)	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22
Cambodge	-0,4	-0,2	0,7	0,4	1,0	0,9	2,2
Indonésie	9,8	-0,1	-5,0	4,0	0,2	-5,6	-1,7
Laos		0,5	0,1	0,1	-0,1	0,3	0,1
Malaisie	-4,2	3,2	-2,6	-0,5	-0,2	-3,9	-0,2
Philippines	6,4	2,9	0,2	5,9	2,1	3,9	3,2
Singapour	14,7	16,7	4,3	-0,6	26,4	42,1	77,8
Thaïlande	-4,5	-4,7	-4,3	-0,8	5,3	-1,9	-1,4
Vietnam	-1,6	-2,4	-2,7	3,3	2,1	-4,9	8,9

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22
Malaisie		3,3%	3,4%	3,5%	3,5%	3,6%	3,7%
Philippines	4,5%	4,2%	4,8%	4,5%	4,8%	4,5%	5,2%
Singapour		1,8%	1,9%	2,4%	1,6%	1,8%	2,0%
Thaïlande		0,8%	1,0%	1,1%	1,1%	1,2%	1,2%
Vietnam	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
Dernier changement	3,00% juin-23	2,50% sept-23	3,00% mai-23	6,00% oct-23	6,50% oct-23	8,50% mars-24	7,00% févr-23

TAUX DE CHANGE	29/3/24	1 mois	Ytd	1 an	2023	2022	2021
VND/USD	24 603	1,6%	2,5%	4,6%	23 794	23 271	23 160
SGD/USD	1,35	0,5%	2,2%	0,0%	1,34	1,38	1,34
IDR/USD	15 853	0,4%	2,8%	3,8%	15 237	14 850	14 310
MYR/USD	4,73	0,0%	3,0%	5,5%	4,56	4,40	4,14
THB/USD	36,47	2,9%	6,5%	3,7%	34,78	35,05	31,98
PHP/USD	56,28	-0,1%	1,3%	1,8%	55,63	54,48	49,25

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2023	2022	2021
MSCI AC ASEAN (Gross)	1,6%	-0,1%	-2,2%	-1,1%	0,8%	-4,1%	0,2%
S&P 500 (Price)	3,1%	10,2%	27,9%	9,8%	24,2%	-19,4%	26,9%
Brent (USD/baril)	2,3%	9,8%	8,9%	30,6%	\$83,0	\$100,1	\$69,9

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr